



HAL
open science

La Chine : D'un État multinational à une nation chinoise

Sabine Trebinjac

► **To cite this version:**

| Sabine Trebinjac. La Chine : D'un État multinational à une nation chinoise. 2022. hal-03882854

HAL Id: hal-03882854

<https://hal.science/hal-03882854v1>

Preprint submitted on 2 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Chine : D'un État multinational à une nation chinoise

Sabine Trebinjac

Etudiant l'ethnie ouïgoure sise dans la province du Xinjiang depuis plus d'une trentaine d'années, je concluais dans un article paru dans la revue *L'Homme* en 2020 que les relations entre Ouïgours et Chinois relevaient d'un *colonialisme interne civilicide*. C'est Dru C. Gladney qui le premier, en 1998, a utilisé cette expression pour décrire l'attitude des Chinois à l'encontre de leurs « sujets subalternes » dans un article consacré à la nationalité ouïgoure. Alors que je tentais de comprendre les causes du durcissement exercé par le pouvoir chinois sur l'ethnie ouïgoure surtout depuis l'avènement de Xi Jinping, je compris que ce colonialisme était civilicide. Ce néologisme que j'ai créé de toutes pièces cherche à rendre compte du fait que le pouvoir central chinois cherche par tous les moyens à gommer tous les attributs, toutes les spécificités de la civilisation ouïgoure.

Cette volonté de nuire aux Ouïgours peut s'expliquer par plusieurs faits. En effet, il faut savoir qu'en un millénaire, les Ouïgours ont quitté leurs terres d'origine du grand Nord pour se sédentariser dans l'actuel Turkestan chinois. Or, cette région a attisé les volontés expansionnistes des empereurs chinois depuis le deuxième siècle A.C. Entre 745 et 840, les dits Toquz Oguz ou « neuf tribus ouïgoures » ont régné en un empire florissant. Ils étaient les maîtres de l'Asie Centrale. Les Mongols ont emprunté leur système d'écriture, le sogdien, ainsi que les règles de leur droit civil. Les Ouïgours entretenaient alors des relations d'alliés matrimoniaux avec les empereurs chinois qui leur ont octroyé des princesses à trois reprises. Aussi Ouïgours et Chinois avaient des rapports de beau-père/gendre. Pendant un siècle, les Ouïgours ont été tour à tour chamanistes, bouddhistes, nestoriens puis, depuis 960, musulmans. Cinq siècles plus tard c'est l'ensemble de la région qui adopta la religion musulmane. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, la région du Xinjiang entra dans ce qu'on appelle le Grand Jeu, vaste plan géostratégique qui impliquait le Japon, la Russie et le Royaume Uni dans leur rivalité coloniale. À ce moment, la Chine était très affaiblie. Puis, suite à la révolution de 1949, le pouvoir maoïste octroya, en 1955, un territoire à l'ethnie ouïgoure. À l'instar de toutes les nationalités sises dans les zones frontalières de la Chine, le Parti, pour les amadouer, a jugé utile de leur accorder l'autonomie. Cinq provinces ont alors été gratifiées du statut de Région autonome : la Mongolie intérieure, le Guangxi, le Tibet, le Ningxia et le Xinjiang. Les Ouïgours, qui s'étaient autoproclamés « République autonome du Turkestan oriental » en 1933 et en 1944 puis « République prosoviétique du Turkestan oriental » couvrant les trois districts du nord du Xinjiang entre 1944 et 1949, ont finalement obtenu la « région autonome des Ouïgours du Xinjiang ».

Ce rappel historique, pour bref qu'il soit, témoigne de l'importance de la civilisation ouïgoure et de sa vigueur. On comprend également comment les Chinois ont réussi, grâce à leur constitution, à assujettir les Ouïgours. En effet, il était nécessaire, d'abord, de les inclure au sein de la République Populaire de Chine, puis de leur offrir le statut de Région autonome, avant d'y développer tout un faisceau d'infrastructures, ce qui permettait aux Chinois de littéralement mettre la main sur l'ensemble du Xinjiang tout en laissant croire qu'il s'agissait d'amener les Ouïgours vers une économie prospère. On est en droit de se demander pourquoi était-ce si intéressant d'agir ainsi ? La réponse est à la fois matérielle et politique : Le

Xinjiang a un sous-sol d'une richesse inouïe qui intéresse grandement Pékin et les Ouïgours ont fait montre à maintes reprises d'un vif attachement à leur indépendance.

Mais comment la Constitution chinoise a permis aux Chinois d'assujettir les Ouïgours ?

Dans la constitution de la République Populaire de Chine, pays multi-ethnique dans lequel les populations sont appelées à se côtoyer, rédigée en 1982 et réactualisée en 2018, le préambule stipule :

La République populaire de Chine est un État multinational unitaire créé en commun par les diverses nationalités du pays. Des rapports socialistes fondés sur l'égalité, la solidarité et l'entraide entre les nationalités ont d'ores et déjà été établis et continueront à se renforcer. Dans la lutte pour la sauvegarde de l'union des nationalités, il faut combattre le chauvinisme de grande nationalité - surtout le chauvinisme grand Han -, et aussi le nationalisme local. L'État déploiera tous ses efforts pour contribuer à la prospérité commune de nos diverses nationalités.

Reprenant la version chinoise, on lit que l'égalité, la solidarité et l'entraide sont en fait et textuellement :

平等团结互助和谐 soit « égalité, solidarité, assistance réciproque et harmonie ».

A l'article 4 de ladite constitution, il est précisé :

Toutes les nationalités sont égales en droits en République populaire de Chine. L'État garantit les droits et les intérêts légitimes des minorités nationales, maintient et développe les rapports entre les nationalités selon le principe de l'égalité, de la solidarité et de l'entraide. Toute discrimination et oppression à l'égard d'une nationalité, tout acte visant à saper l'unité des nationalités et toute activité séparatiste sont à proscrire.

L'État aide les régions de minorités nationales à accélérer leur développement économique et culturel en tenant compte de leurs particularités et de leurs besoins.

L'autonomie régionale est appliquée là où les minorités nationales vivent en groupes compacts ; à cet effet sont établis des organes d'administration autonome qui exercent le droit d'autonomie. Toutes les régions d'autonomie nationale sont parties intégrantes de la République populaire de Chine.

Toutes les nationalités jouissent de la liberté d'utiliser et de développer leur langue et leur écriture, de conserver ou de réformer leurs usages et coutumes.

各民族都有使用和发展自己的语言文字的自由，都有保持或者改革自己的风俗习惯的自由。

Nous sommes toutes et tous conscients de l'inadéquation factuelle de l'autonomie proclamée des régions de Chine. En effet, la Chine n'est pas une fédération, mais un État unitaire, officiellement un « État multinational unifié », dans lequel la supériorité han est criante. La loi sur l'autonomie des régions ethniques de 1984 n'a jamais été mise en œuvre. Le gouvernement central demeure la seule source du pouvoir communiste, ce qui contredit *de facto* le principe de l'autonomie régionale et de l'égalité entre les peuples. Un exemple peut être cité : il est aujourd'hui interdit aux Ouïgours de parler leur propre langue et d'utiliser leur propre écriture.

Donc, l'autonomie du Xinjiang est un leurre mais ses richesses de son sous-sol demeurent et restent très attrayants. Rappelons que représentant un sixième du territoire chinois, le Xinjiang possède 38% des réserves nationales de charbon, et les 3/5^e des richesses de la R.P.C. en gaz, en pétrole ainsi qu'en uranium. Dans le projet « 358 », initié en 2008 dans le cadre du Plan quinquennal de 2005, et qui a couru jusqu'en 2016, il est pointé que les projections

géologiques effectuées au Xinjiang permettent d'avancer que les ressources y sont deux à dix fois supérieures que lors des soixante années antérieures. Des mines de sélénium ont en outre été détectées.

Pourtant, étant donné que le Xinjiang est une province chinoise, les biens qui s'y trouvent appartiennent à l'ensemble des Chinois. Or pour mieux partager quoi de plus nécessaire que la mise en place d'un vaste réseau de communication développé. C'est ce à quoi le pouvoir pékinois s'est attelé.

Il s'est alors engagé dans des transports transfrontaliers avec la participation à la construction de la Karakorum Highway (Pakistan/Chine), la construction du chemin de fer reliant Pékin à Urumqi, la route reliant le nord au sud du Xinjiang avec l'autoroute Taklamakan, forte de ses quatre voies quasi désertes le long desquelles fleurissent des slogans de propagande vantant l'amitié entre les peuples ou autres slogans en vogue. C'est aussi la ligne de chemin de fer Qinghai-Tibet voulue par Jiang Zemin alors Secrétaire général du PCC qui initiait « La grande exploitation du Nord-Ouest » (*Xibu dakaiifa*) qui s'inscrivait dans la continuité de « La grande exploitation du Nord-Ouest » (*Xibei dakaiifa*), la construction d'un gazoduc pour acheminer le gaz du Xinjiang jusqu'à Shanghai, l'ouverture de centrales électriques pour permettre à l'est de la Chine (Guizhou, Yunnan, Guanxi) de profiter de l'électricité produite à l'ouest (Xinjiang, Gansu, Qinghai), l'autoroute Pékin-Urumqi et dernièrement la grande initiative portée par Xi Jinping, la dite OBOR (One Belt One Road) également appelée BRI (Belt Road Initiative). Il s'agit de mettre en place des voies terrestres et maritimes reliant la Chine, non seulement à l'Europe mais aussi à l'Afrique. Ce projet englobe 68 pays, concerne 4,4 milliards d'habitants et représente 40% du PIB mondial. Autant dire que le Xinjiang ressemble davantage à une toile d'araignée qu'à une région désertique, lui qui pourtant abrite le deuxième plus grand désert du monde ! Cet immense effort de mise en place d'infrastructures tous azimuts ayant été effectué, restait à prendre en main la population ouïgoure. Notons que, ainsi qu'il a été rappelé précédemment, le gouvernement central demeure l'unique source du pouvoir communiste, c'est à lui que revient la charge de nommer le Secrétaire régional du Parti. Nouveau témoin de l'inadéquation de ladite autonomie régionale, le Secrétaire régional du Parti ne peut être nommé par la région. Après Song Hanliang, Wang Lequan lui succéda à la tête du Parti régional. Il officia de 1994 à 2010 puis ce fut au tour de Chen Quanguo (de 2016 à 2021). Aujourd'hui, il a laissé la place à Ma Xingrui, gouverneur de la province du Guangdong, sise au sud de la RPC. Tous sont hans.

Le 5 juillet 2009, des heurts opposèrent les habitants hans aux Ouïgours dans la ville d'Urumqi. Après plusieurs jours de chaos, ce soulèvement se solda par 197 morts (majoritairement Hans) et plus de 1500 arrestations (Ouïgours pour la plupart qui ont été officiellement déclarés « disparus »). L'origine de cette crise reste encore floue. D'aucuns accusent des ouvriers hans travaillant dans la ville de Shenzhen, une zone économique spéciale du sud de la RPC d'avoir abusé de jeunes femmes ouvrières ouïgoures. Depuis la situation reste tendue. À Urumqi, on voit encore quelques immeubles criblés de traces de tir et le sujet reste tabou. Depuis lors, au vaste réseau de routes, autoroutes et voies ferrées, s'est ajouté l'étroite surveillance de tous.

Lors de ma dernière visite sur le terrain en 2012 qui se solda par un échec cuisant puisque je n'avais pu aller nulle part, ni rencontrer qui que ce soit, voici quelques extraits de ce que j'écrivais au retour dans mon rapport de mission :

Les révoltes de 2009 qui se sont déroulées à Urumqi ont été brutales et sanglantes. Plus d'une centaine de personnes ont été tuées, des milliers ont été arrêtées et des dizaines de milliers d'autres ont « disparu ». Aujourd'hui, il est fréquent d'entendre des récits de « l'avant » ou de « l'après-événement ». La ville présente encore, trois ans après, des stigmates évidents des affrontements : immeubles vidés, d'autres rasés, et des impacts de tirs de mitraillette. Outre les 40 000 vidéosurveillances déjà évoquées, un important dispositif policier, mais aussi de l'armée est déployée dans la ville. Une atmosphère de peur, de suspicion, de crainte plane littéralement sur la ville et l'ensemble de ses habitants. Personne ne regarde son interlocuteur dans les yeux et tous tournent la tête en tous sens quand ils discutent, à l'affût d'une oreille indiscreète. Même un échange avec une vendeuse d'un supermarché à propos du prix d'un dentifrice m'a laissé l'empreinte de sa main sur le bras : nous avons engagé notre discussion sous une caméra, il fallait s'en écarter... Pourtant, ce sont à peine cachés que des hommes dans la rue se livraient au trafic d'armes. Dans mon cas, nombre visites prévues, appels téléphoniques n'eurent jamais lieu ou furent supprimés invoquant de faux prétextes.

L'ambiance d'une pratique de l'islam radical m'apparaissait, pour la première fois, dans cette ville du nord de la région. Or, d'après plusieurs de mes connaissances, elle était pire encore dans le sud de la région où la violence devenait courante. La tête était coupée aux jeunes filles, pour un amour qui déplaisait, ou une tenue inappropriée. Car, à présent, la gent féminine est voilée de pieds en cape ne laissant apparaître que les chaussures aux couleurs flashes et à très hauts talons ainsi que les ongles de pieds faits. Ceci a d'ailleurs constitué le premier de mes centres d'intérêt quand je compris que je ne pourrais pas faire de terrain. Mais l'appareil photo était nécessaire et la possibilité d'effectuer un reportage photo à partir d'un balcon bien placé me fut d'un coup et sans raison retirée. Le deuxième sujet qui attira mon attention fut l'existence à Urumqi de deux magasins Carrefour, l'un à destination de la population musulmane et l'autre à destination des Hans. Je les visitais, mais la perspective d'enquêter s'avérait d'ores et déjà caduque : l'unique magasin Carrefour de 2009 avait été vandalisé et pillé ce dont quantités de blogs, y compris celui tenu par le directeur local, s'étaient fait l'écho. Finalement, je me suis tournée vers la recherche des anciens bâtiments d'Urumqi. Avec une retraitée ouïgoure qui y était née et fille d'intellectuels ouïgours réputés, j'ai sillonné la ville presque vingt jours durant. Le résultat de cette modeste enquête m'affligea comme le reste : les plus anciens bâtiments de la ville remontent à 1952...

Certes, si la superficie entière de la ville d'Urumqi me semblait autorisée, nul n'ignorait où j'avais été. Je m'aperçus au fur et à mesure que tous mes pas, tous mes mouvements toutes mes connections informatiques étaient surveillés. Grâce à un réseau de 40 000 vidéos surveillances installées dans la ville, grâce à un nombre de personnel de surveillance important, à un filtre informatique installé par le service de la censure sur le réseau de l'université, grâce à un faux détecteur de fumée dans ma chambre qui était en fait une caméra, grâce à l'extrême diligence d'aucuns, je fus de fait astreinte plus ou moins à résidence pendant 4 semaines.

Une interdiction continue dont l'affabilité allait en decrescendo puisque du « peut-être » je finis par recevoir une mise en garde m'indiquant que la police m'arrêterait sur le lieu de ma destination. En outre, je fus avertie qu'il existait trois centres de rétention aux environs d'Urumqi destiné à détenir aussi des étrangers et que si l'on avait connu des personnes qui y avaient été placées, on ignorait tout de leur libération ainsi que de la localisation exacte de ces centres...

L'exaspération coté ouïgour était palpable, et commencent alors des actes terroristes dont la responsabilité leur incombait. Le plus symbolique pour le pouvoir central est sans nul doute celui qui a eu lieu au cœur de Pékin, sur la place Tian An Men (2013) faisant cinq morts dont les trois terroristes ; en mars 2014, un attentat au couteau à la gare de Kunming a causé la mort de 31 personnes et blessé 143 autres civils, puis celui dans un marché aux légumes à Urumqi fit 43 morts et 90 blessés. Pour l'année 2014, un total de 300 victimes du terrorisme ont été à déplorer. Alors Xi Jinping, nouvellement élu à la présidence de la République Populaire de Chine déclare cette même année une « People's war on Terror », « la guerre du peuple contre la terreur ». Commence alors l'engrenage infernal d'une mise à l'index des

populations ouïgoure et kazakhe. Puis deux années plus tard alors que Chen Quanguo est nommé secrétaire du Parti au Xinjiang après avoir passé cinq années à « pacifier » le Tibet d'une main de fer, Xi Jinping annonce, lors d'une émission télévisée de propagande, que « le peuple du Xinjiang doit s'attendre à vivre une période douloureuse ! » C'est la mise en place des « centres de formation et d'éducation » (*zhiye jineng jiaoyu peixun zhongxin*) qui ne sont de fait que des camps de redressement et de rééducation.

Dès lors, force est de constater que le colonialisme interne civilicide que je dénonçais en 2000 s'apparente voire s'identifie à un régime totalitaire. En effet, si l'on reprend l'analyse qu'en faisait Hannah Arendt, on lit : « La tentative totalitaire de rendre les hommes superflus reflète l'expérience que font les masses contemporaines de leur superfluité sur une terre surpeuplée. Le monde du mourir, où l'on enseigne aux hommes qu'ils sont superflus à travers un mode de vie où le châtement n'est pas fonction du crime, où l'exploitation se pratique sans profit, où le travail ne produit rien, est une usine à fabriquer quotidiennement de l'absurde. Pourtant dans le cadre de l'idéologie totalitaire, rien ne pourrait être plus censé ni logique. » (p. 198). Or, dans la situation actuelle au Xinjiang, ces « centres de formation et d'éducation » ne sont en rien une réponse adéquate aux soi-disant « crimes » commis. La plupart du temps, porter un fichu sur la tête pour une femme ou apparaître barbu pour un homme suffit à être placé dans ces centres. Quant aux intellectuels, écrire une nouvelle en langue ouïgoure vaut à Perhat Tursun, arrêté en 2018 d'être condamné en 2020 à 16 ans de prison ou à Tiyip Tashbulat, président de l'université d'Urumqi et professeur *honoris causae* de la Sorbonne, arrêté en 2018 à l'aéroport de Pékin en compagnie d'étudiants de recevoir une peine de 20 ans.

Depuis, les arrestations se multiplient ainsi que les détentions dans ces centres qui fleurissent partout au Xinjiang. Là châtements corporels et tortures sont légion avec notamment l'introduction du supplice de la chaise ou du banc du tigre. La chaise est la forme la moins violente de cet instrument de torture qui comporte une armature métallique spéciale pour attacher par les poignets la personne assise et pour l'empêcher de déplacer ses jambes, tout en la maintenant dans une position inconfortable. En 2015, la convention des Nations unies contre la torture a réclamé son interdiction.

Dans ces « centres de formation et d'éducation », la sous-alimentation est de règle ainsi que la stérilisation des femmes. À l'extérieur, la situation est aussi dramatique puisqu'elle est ponctuée par des autodafés, la démolition des mosquées, des spoliations de terres, des déplacements de population. Les enfants des prisonniers de ces centres sont placés en orphelinat (dix-huit nouveaux orphelinats ont été bâtis dans un comté de Kashgar lors de la seule année 2018.) Aller plus avant dans les descriptions des horreurs infligées aux populations ouïgoure et kazakhe n'est pas nécessaire.

Fait par contre qui doit ici être rapporté c'est que conformément au 13^e Plan quinquennal de 2018, ces centres pour lesquels 200 milliards de yuans avaient été consacrés, devaient fermer en 2022. Or c'est ce dont a témoigné Eva Dou, une journaliste du *Washington Post* qui publie un reportage écrit le 23 septembre 2022 sur le devenir des centres de rééducation au Xinjiang. Nonobstant la destruction des tours de guet, beaucoup d'entre eux ont été convertis en écoles ou en centres d'accueil pour les personnes touchées par le coronavirus :

A Washington Post reporter checked about a dozen sites around Kashgar and Hotan previously identified as reeducation sites in [the Xinjiang Data Project](#), a database compiled by the Australian

Strategic Policy Institute. Most of them appeared to be empty or converted, with several sites labeled as coronavirus quarantine facilities, teacher's schools and vocational schools. [...]

Xinjiang issued updated guidelines in 2021 for "community corrections," a parole-like program that allows for continued supervision for former prisoners who have completed their sentences. The guidelines specify that ideological education may continue for those who served time for religious-extremism-related offenses. [...]

There have been some changes, such as the closure of reeducation camps containing factories. Local officials have eased up on rhetoric that unemployment is a sign of extremism. [...]

Comme l'explique très bien Daniel Sprick dans son article de 2019 agir comme le fait le gouvernement central c'est mettre en avant la sécurité nationale au-dessus de tout et de tous :

« Même les comportements religieux non menaçants sont ainsi considérés comme un terrain propice à l'extrémisme, qui doit être éradiqué par des lois spécialisées de désextremisation. Dans le but de préserver la sécurité de la majorité, la Chine utilise sa loi pour réprimer le terrorisme, mais sacrifie en même temps la dignité d'une de ses minorités religieuses. L'approche de la Chine s'inscrit manifestement dans la logique d'une démarcation disproportionnée entre "eux" et "nous", entre "l'ami" et "l'ennemi", entre "les terroristes" et "le peuple", et prône ainsi clairement la sécurité nationale au détriment de la dignité personnelle. »

Alors le mal est fait. À partir du moment où apparaît le « eux » dans le « nous », à partir du moment où « l'ami » se trouve amputé d'une partie « ennemie », il n'y a plus de vivre-ensemble. Là, force est de constater qu'il n'y a plus de cohabitation, plus d'harmonie. Pourtant, la constitution le rappelait dans le préambule même : égalité, solidarité, assistance mutuelle et harmonie...

Après la guerre du peuple contre la terreur, Xi Jinping a franchi un pas nouveau en instituant le faire famille. Alors le vivre-ensemble est caduque ; l'égalité, la solidarité, l'assistance mutuelle et l'harmonie sont dépassées. Il s'agit de rendre invisibles Ouïgours et Kazakhs, de les transformer en *alter ego* des Hans, sorte de calques. La mixité ethnique est imposée pour les deux parties (minorité/han). Les institutions sociales deviennent une. Le mariage, les cérémonies rituelles, les enterrements doivent être *refaits* à la manière des Hans. Par exemple, les Ouïgours sont appelés à se marier à nouveau mais à la façon han contemporaine soit en longue robe blanche avec traîne pour les femmes et costume cravate pour les hommes. Destinés aux touristes chinois, des simulacres de mariage traditionnel ouïgour sont toutefois « joués » en leur compagnie au même titre qu'ils rapporteront dans leur valise leur photo souvenir d'eux-mêmes juchés sur un chameau en costume impérial... Les fêtes calendaires sont calquées sur le calendrier lunaire chinois, les morts sont déplacés dans des cimetières hans tandis que les terrains de leurs cimetières ethniques sont nationalisés, les ethnonymes sont sinisés. Sayragul Suytbay raconte dans son livre comment son petit élève Hussein devint Wu (p. 158). Les traditions vestimentaires, l'architecture sont également unifiées. Aussi, à l'image des maisons traditionnelles hans appelés *Siheyuan*, les Ouïgours ont dû s'installer dans des bâtisses couvertes de carreaux de salle-de-bain au toit gris baptisées *Ayiwang* et de fait abandonner leurs maisons traditionnelles *Aywang* faites de bois et de pisé. Dans la seule ville de Khotan, 30 400 *Ayiwang* avaient déjà été réalisées en 2020 et, par ailleurs, le 13^e plan quinquennal prévoyait vingt-cinq nouvelles villes. Jouxant ces demeures, des étendues de clapiers destinés à accueillir des lapins ont été également construits. Leur vente a, d'ores et déjà, été estimée, 8 yuans l'animal. Or, comble de l'ironie : Ni les Hans ni les Ouïgours n'en consomment...

Les règles du savoir-vivre doivent désormais être les mêmes pour l'ensemble de la Chine. Des Hans, à titre de civils bénévoles, s'imposent et s'intègrent dans la sphère familiale, voire privée, des Ouïgours et des Kazakhs afin de les éduquer au plus près, c'est-à-dire de mieux leur apprendre les bonnes façons de vivre. C'est ainsi que de « nouveaux maris » surgissent et les autres relations de parenté ne sont pas en reste : nouveaux frères/nouvelles sœurs, nouveau tonton/nouvelles tata, et même nouveau père/nouvelle mère fleurissent quotidiennement. Les documents officiels, tels le livret de famille, sont modifiés depuis avril 2016 sous prétexte de modernisation du système informatique. Alors, joint au nouveau passeport biométrique, une reconnaissance faciale, un échantillonnage vocal, un dépistage du VIH et autres analyses sanguines sont effectués sur les Chinois dits « autochtones ». Une femme et sa fille ouïgoures en exil se voient acculées par l'ambassade de Chine à demander au chef de famille resté en Chine de les rayer du livret de famille. D'autres prendront leur place...

Afin de mieux appréhender cette nouvelle phase du faire famille, il nous faut entendre ce qu'Hannah Arendt disait quant au caractère agressif du totalitarisme : « L'agressivité du totalitarisme ne naît pas de l'appétit de puissance et son expansionnisme ardent ne vise pas l'expansion pour elle-même, non plus que le profit ; leurs raisons sont uniquement idéologiques : il s'agit de rendre le monde cohérent, de prouver le bien-fondé de son sur-sens. » (p. 199)

En conclusion, on peut se demander si la République Populaire de Chine n'est pas en voie de devenir un État multinational dans lequel les minorités nationales vont être absorbées, incapables de résister à l'utopie du vivre-ensemble sans être annihilées. Cette question dépasse le cas des musulmans de Chine et englobera prochainement les 8% de la population de la République Populaire de Chine constitués des 55 minorités nationales restantes hormis les Hans. Ceci expliquerait alors pourquoi *LA* nation chinoise est désormais évoquée comme l'on parle de *LA* culture chinoise et de *LA* civilisation chinoise. Le chauvinisme grand Han énoncé dans le préambule de la constitution de la République Populaire de Chine, n'a plus lieu d'être : les Chinois les ont remplacés.

Si l'on veut poursuivre plus avant l'absurde de ce qui n'est pas une farce, on peut se demander si Xi Jinping n'a pas en tête de multiplier autant de fois que nécessaire Tang Yu, un robot humanoïde pilotée par une Intelligence artificielle qui est devenue PDG de la filiale au Fujian de « Netdragon Websoft », l'un des leaders chinois du jeu vidéo, entreprise de plusieurs milliers de salariés et qui brasse des milliards de dollars. Cette société se réjouit que Tang Yu « rationalisera les process, améliorera la qualité des tâches de travail et la vitesse d'exécution ». Elle est corvéable vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le tout sans salaire et, par la suite, sans pension... (franceinfo, publié le 28/09/2022).

Bibliographie :

Arendt, Hannah, *Le système totalitaire*, Editions de Seuil, Paris, 1972 [1951 en anglais], 315 p.

Defranoux Laurence, *Les Ouïghours : Histoire d'un peuple sacrifié*, Tallandier, Paris, 2022, 384 p.

Gladney Dru C., « Internal Colonialism and the Uyghur Nationality: Chinese Nationalism and its Subaltern Subjects », *Cemoti 25: Les Ouïghours au vingtième siècle*, 1998.

Lasserre Sylvie, *Voyage au pays des Ouïghours : De la persécution invisible à l'enfer orwellien*, Jacques-Marie Laffont, Paris, 2022, 216 p.

Sprick Daniel, « "Tuer des rats dans la rue" pour le droit humain suprême de la sécurité : Le droit et la politique de la guerre populaire de la Chine contre la terreur », in Paulussen C., Scheinin M. (eds) *Human Dignity and Human Security in Times of Terrorism*, T.M.C. Asser Press, The Hague, pp : 181-205, 2019

Sayragul Sauytbay, Alexandra Cavelius, *Condamnée à l'exil : Témoignage d'une rescapée de l'enfer des camps chinois*, Hugo Doc, département de Hugo Publishing, Paris, 2021, 340 p.

Gulbahar Haitiwaji, Rozenn Morgat, Éditions des Équateurs : Humensis, Paris, 2021, 250 p.

Trebinjac Sabine, « Chine et Ouïghours. Un colonialisme inter civilicide », in *L'Homme*, 236, octobre / décembre 2020, pp : 191-204.